

COMMUNIQUE PRESSE

BUDGET FAMILIAL

23/09/2026

Budget familial : Les parents racontent comment ils arbitrent, renoncent et s'organisent pour leurs enfants

Enquête exclusive dans les Deux-Sèvres

Pour la 4^e édition de son Observatoire des familles, le réseau Unaf-Udaf-Uraf consacre son enquête au pouvoir d'achat des familles. Les résultats de cette étude, réalisée par OpinionWay auprès de 2 500 parents au niveau national et 104 parents dans notre département, éclairent les réalités budgétaires des familles et ouvrent des pistes pour mieux les accompagner.

Dans un contexte marqué depuis 12 ans par une forte chute de la fécondité, la question des freins matériels à leur désir d'enfants doit être posée. Le réseau Unaf-Udaf-Uraf a donc voulu questionner les parents pour documenter la charge financière liée aux enfants, mettre en lumière les « stratégies » qu'ils mettent en œuvre pour gérer le budget familial et connaître leurs attentes de soutien de la part des politiques publiques.

Un budget familial de plus en plus tendu

- Au total, 63 % des familles se disent contraintes ou « juste » financièrement : 27 % jugent leur situation difficile et 36 % déclarent devoir faire attention. Cette fragilité atteint un niveau inédit depuis la création de l'Observatoire il y a 4 ans : **60 % des parents disent ne pas avoir les moyens de préparer l'avenir de leur enfant, contre 43 % en 2024, soit un décrochage de 17 points.**
- Malgré les difficultés financières, les dépenses en faveur des enfants sont perçues comme source de satisfaction pour 86 % des parents. 94 % disent faire passer les dépenses liées à l'enfant avant leurs dépenses personnelles. **Les parents font donc preuve de responsabilité et sont largement prêts à faire des efforts pour donner le meilleur à leurs enfants.**

Un coût de l'enfant élevé, perçu différemment selon les âges de la vie

- Le coût de l'enfant connaît un pic marqué : **la petite enfance** (en lien avec les frais de garde) et, **l'adolescence entre 14 et 17 ans.**



- **Grace à l'enquête nationale, on observe que toutes les dépenses relatives aux enfants nécessitent des efforts budgétaires** : loisirs, habillement et alimentation arrivent en tête. Cité en 4^e position par 69 % des parents, c'est le poste **Logement** qui les met le plus en difficulté (27% des parents).
- Au final, **74 % des parents du département considèrent que les dépenses liées à leurs enfants sont élevées**. Une proportion presque aussi forte qu'au niveau national (77 %) et ce quel que soit le niveau de vie.

Face aux frais, une double stratégie : hausse des revenus et baisse des dépenses

Face à la charge financière liée aux enfants, les parents ne restent pas passifs et élaborent des **stratégies actives qui visent à la fois les dépenses et les ressources**.

Concernant les dépenses, la revente d'objets est la 1^{ère} solution mise en place par 46 % de l'ensemble des parents (56 % en Deux-Sèvres). Près d'un quart des familles ont également recours aux découverts bancaires pour financer leurs dépenses. 70 % des parents sont à la recherche de promotions, et 61 % achètent des produits de seconde main. La contrainte financière a des conséquences potentiellement négatives : 47 % des parents renoncent à l'achat de produits pourtant utiles. Ils renoncent aussi à la qualité.

Concernant les ressources, 63 % des parents cherchent à augmenter leurs revenus disponibles pour leurs enfants : recours aux heures supplémentaires (40 %), passage à temps plein (36 %), prise de responsabilité professionnelle (20 %). 16 % ont pris une activité salariée supplémentaire. Le recours à l'épargne est cité par 50 % des parents.

Afin de limiter les frais de garde de leur enfant, 75 % des parents ont été contraints de se rendre plus disponibles : 48 % ont aménagé leur vie professionnelle et 25 % ont arrêté ou réduit leur activité professionnelle, dans l'enquête nationale on voit d'ailleurs que ce sont surtout les femmes.

Une aide publique vécue comme nécessaire

Face à la charge d'enfants, les parents développent des stratégies privées très actives mais regrettent un soutien public insuffisant et beaucoup renoncent à leur désir d'enfants, confirmant ainsi l'impact très probable des contraintes matérielles sur la démographie.

- **90 % des parents jugent que les impôts et les aides publiques actuelles ne prennent pas suffisamment en compte la charge financière due aux enfants**, 59 % considèrent les tarifs des services publics destinés aux enfants (crèches, cantines, centres de loisirs) trop chers.
- **76 % des parents déclarent ne pas disposer des ressources financières pour envisager un enfant supplémentaire**.

Ce qu'en retient le réseau Unaf-Udaf-Uraf

- 1) **Une tension budgétaire spécifique et croissante** : non seulement la part de parents qui disent ne pas pouvoir préparer l'avenir de leur enfant augmente, mais on observe des pratiques de désépargne, de découvert bancaire pour faire face aux dépenses familiales courantes. Autant de signes qui confortent notre réseau dans son combat contre les frais bancaires, pour la protection des consommateurs, le développement de l'accompagnement budgétaire.
- 2) **Gagner plus, dépenser moins** : pour faire face à la contrainte financière, les pères sont davantage mobilisés sur l'augmentation des revenus par le travail et les mères sur la réduction des dépenses et des coûts, y compris en sacrifiant leur emploi pour réduire les frais de garde. Un arrangement familial impossible pour les familles monoparentales, sous tension entre travail et manque de moyens.
- 3) **Tous les postes pèsent, tous les âges coûtent** : mais, plus encore, le logement, la petite enfance et l'adolescence. C'est pour l'Unaf, un encouragement à continuer son action en justice contre la suppression du décalage pour âge des allocations familiales, à dénoncer le poids croissant pour les familles du coût des modes de garde et pour mieux comprendre les ressorts de la contrainte du logement familial.
- 4) **Alerte pour les pouvoirs publics et responsabilité parentale** : les parents sont conscients du coût de la charge d'enfant et s'organisent pour y faire face. Ils réorientent leurs priorités pour donner le meilleur à leurs enfants. Mais ils alertent très majoritairement, et quel que soit leur milieu, sur l'insuffisance des soutiens publics et confirment que la contrainte budgétaire ne leur permet pas de concrétiser leur désir d'enfants.

La question du pouvoir d'achat concerne tous les Français mais elle se pose avec beaucoup plus d'acuité pour les parents car les enfants représentent un coût de moins en moins compensé par les soutiens publics. Les résultats de cet Observatoire des familles éclairent de façon inédite les stratégies des familles pour gérer leur budget contraint par les charges d'enfant. La parole des parents et leurs réalités de vie doivent conduire à mieux accompagner les familles en évitant lors des choix budgétaires pour 2027, des décisions publiques destructrices notamment dans le champ des prestations familiales. Par ailleurs, le réseau Unaf-Udaf-Uraf sera force de propositions, lors des prochaines échéances électorales, pour améliorer la vie des familles.

* Une personne en couple avec 2 enfants à un niveau de vie médian inférieur de 4 521 € par rapport à une personne vivant en couple sans enfant. Source : Repss Famille 2025.

> [Retrouvez l'étude](http://www.udaf79.fr) sur le site de l'Udaf
www.udaf79.fr

A propos de l'UDAF 79

L'Union Départementale des Associations Familiales des Deux-Sèvres (UDAF 79) a pour mission première de défendre et de représenter l'ensemble des familles du département des Deux-Sèvres dans toute leur diversité et leur richesse.

Notre engagement se traduit également par le développement d'actions permettant d'accompagner et d'aider les familles dans leur vie quotidienne.

www.udaf79.fr

Contact presse :

Pôle Institution familiale, Communication et Vie associative

Responsable : Laurence Hizette - institution@udaf79.asso.fr - 05 49 04 76 50 - 06 74 64 14 76

